

gnait pas 200 millions, et son intérêt n'était que de 6 à 7 millions. Les forces maritimes, fort déchues, consistaient en une vingtaine de vaisseaux, frégates et galères tenant la mer, et autant à peu près sur les chantiers. Les forces de terre se composaient ordinairement de 12 à 15 mille esclavons avec quelques milices du pays; mais on pouvait lever des troupes nombreuses en Istrie, en Dalmatie et en Albanie, et avoir ainsi 40 à 50 mille hommes au moins, bien entretenus et bien payés; et c'était là une force respectable.

Les ressources de Venise, sa position sur l'Adriatique, ses possessions vers les Alpes, rendaient son alliance importante pour une guerre en Italie. Quand la coalition européenne de 1795 s'organisa, Venise fut forcée de se prononcer contre la France; mais elle ne fit aucun acte d'hostilité et revint à sa politique neutre dès qu'il fut possible de traiter avec la république française.

En 1796, après les premières victoires de Bonaparte, en Piémont et en Lombardie, la guerre entre la France et l'Autriche se trouva transportée au Mincio et à l'Adige, sur les terres de Venise qui séparaient la Lombardie et le Mantouan des autres provinces de la monarchie autrichienne. A l'approche des Français, Venise, partagée entre la terreur qu'ils lui inspiraient et la crainte du courroux de l'Autriche, ne savait à quoi se résoudre. C'était une de ces circonstances où il faut prendre un parti décisif. La véritable chose à faire était de s'unir à la France qui n'avait rien à envier à Venise, qui avait au contraire intérêt à la défendre contre l'ambition de l'Autriche convoitant depuis longtemps plusieurs de ses provinces fort à sa convenance. Si Venise voulait